



FOCUS SANTÉ

Au cours du dernier mois, la santé publique a été au cœur de mon activité.

Nous avons ainsi adressé, avec mes collègues députés Colette Capdevielle et Peio Dufau ainsi qu'avec la sénatrice Frédérique Espagnac, un courrier au directeur de l'Agence régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine au sujet de l'implantation d'un scanner sur le territoire Navarre-Côte Basque. Cette implantation est prévue par le projet régional de santé.

Nous appelons de nos vœux l'installation de ce nouvel appareil dans le public, au sein de l'Établissement Public de Santé de Garazi. En effet, face à la désertification médicale, notamment en zones rurales, il est important de maintenir une offre de santé publique de proximité.

[LIRE LE COURRIER](#)

Nous avons également apporté notre soutien au personnel du Centre hospitalier de la Côte Basque, mobilisé contre la révision des organisations de travail et sur l'accord local concernant l'aménagement et la réduction du temps de travail, telle que proposée par la direction.

Après avoir reçu l'intersyndicale, nous avons adressé un courrier à son directeur.

[LIRE LE COURRIER](#)

Enfin, le conseil départemental a annoncé au début du mois que l'Ehpad de Laruns sera finalement maintenu. La collectivité confirme également la reconstruction de l'Âge d'Or d'Oloron. C'est l'aboutissement d'un travail initié en conseil de surveillance par la communauté médicale. Je me réjouis de ce dénouement, qui est le fruit d'une action collective. Je note aussi que le conseil départemental s'engage à flécher l'unité de 14 lits qui sera bientôt créée vers l'Ehpad l'Âge d'Or dont les travaux de reconstruction ont été discutés lors du dernier conseil de surveillance du centre hospitalier d'Oloron.

Mon engagement pour les EHPAD et l'hébergement des personnes âgées dépendantes est entier. En ce sens, j'ai soutenu la récente proposition de ma collègue Christine Pirès Beaulieu. Les frais d'hébergement en EHPAD donnent actuellement droit à une réduction d'impôt à hauteur de 25% (dans la limite de 10 000 euros par personne hébergée). Par définition, cette aide fiscale ne bénéficie qu'aux personnes payant un impôt sur le revenu. Or, le reste à charge touche tous les résidents, et de manière encore plus lourde, les plus modestes qui ne paient pas d'impôt sur le revenu.

Depuis de nombreuses années, elle lutte pour que cesse cette injustice fiscale. Le jeudi 24 octobre 2024, dans le cadre de l'examen en séance publique du budget 2025, nous avons défendu un amendement visant à transformer en crédit d'impôt l'actuelle réduction d'impôt au titre des frais d'hébergement en EHPAD. Cet amendement a été adopté à une très large majorité par l'Assemblée nationale. Cela va permettre le versement d'une aide à tous les résidents, quel que soit leur niveau de revenus. L'aide maximale sur l'année peut aller jusqu'à 2 500 euros, soit en moyenne un peu plus de 200 euros par mois, ce qui n'est pas négligeable. Mais encore faut-il que cet amendement demeure dans le budget définitif adopté. En 2023, puis en 2024, nous avions proposé et fait adopter cet amendement. Mais, à la faveur du 49.3, le gouvernement avait supprimé la mesure, considérant qu'elle coûtait trop cher au budget de l'Etat !

À RETROUVER SUR MON SITE : ma question au ministre des Transports sur la RN134, le portique ecotaxe et la ligne Pau-Canfranc

[LIRE L'ARTICLE](#)

EXAMEN DU BUDGET

Nous avons débuté, en ce mois d'octobre, l'examen du budget pour l'année 2025. La situation budgétaire est le résultat de la politique économique menée par le camp présidentiel pendant 7 ans et en particulier de la baisse des impôts sur les grandes entreprises et les ménages les plus aisés.

En 2025, la vie quotidienne des Français et Françaises va être encore plus difficile : moins de professeurs dans les écoles qui en manquent déjà cruellement, moins de soins remboursés, moins de transports publics, etc. À plus long terme, notre pays ne sera pas prêt à affronter la crise climatique.

Ce gouvernement préfère ainsi sacrifier les services publics, les retraités et la transition écologique plutôt que de relever suffisamment les prélèvements obligatoires sur ceux qui ont été totalement épargnés de l'effort national ces dernières années, allant jusqu'à ébranler notre pacte social.

Comme chef de file sur le logement, j'ai participé à l'examen en commission des finances puis en hémicycle. Durant les débats et lors des votes le RN a souvent prêté main forte à la coalition LR-Macron dont les députés désertent les bancs de l'hémicycle.

Notre position est claire : défendre la justice fiscale pour redresser le pays, financer nos services publics et protéger les classes moyennes et populaires de la rigueur.

Nous avons, avec les socialistes, déjà obtenu plusieurs avancées dont nous espérons qu'elles seront conservées en cas de 49-3.



Nous nous sommes largement mobilisés contre la coupe budgétaire drastique du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER).

Les radios associatives sont particulièrement dynamiques et proposent une offre culturelle et linguistique indispensable dans nos territoires.

J'ai, avec mes collègues parlementaires de gauche des Pyrénées-Atlantiques, interpellé le Premier Ministre à ce sujet à travers un courrier.

Le groupe socialiste a fait adopter un amendement revenant sur cette baisse de moyens.

[EN SAVOIR PLUS](#)

PLUSIEURS VICTOIRES POUR NOS COLLECTIVITÉS ET LES SERVICES PUBLICS LOCAUX !

- Nous avons supprimé en commission la ponction d'au moins 3 milliards d'euros sur les ressources des collectivités territoriales.

- Nous avons fait annuler la réduction du taux du FCTVA. Cette mesure aurait affaibli le service public local qui, en particulier depuis 10 ans, a pris le relai d'un État de plus en plus défaillant et éloigné des besoins de nos concitoyens.

- Nous avons fait adopter l'indexation de la DGF sur l'inflation.



Nous avons repoussé l'article 7 du projet de loi de finances, qui prévoyait, afin de sortir définitivement du bouclier tarifaire, de relever le taux d'accise sur l'électricité, renvoyant le niveau de la hausse à un futur arrêté.

Cette mesure aurait mécaniquement annulé la baisse de la facture d'électricité dont doivent bénéficier les ménages l'an prochain !



Notre amendement visant à défiscaliser les pensions alimentaires pour le parent qui a la garde de l'enfant a été adopté !

Jusqu'à présent, le parent qui verse la pension peut la déduire de ses revenus tandis que le parent qui la reçoit doit l'ajouter. L'amendement inverse ce mécanisme tout en proposant d'échelonner cette réforme sur deux ans.

LE BUDGET DU LOGEMENT

La politique budgétaire menée depuis sept ans par la coalition gouvernementale en matière de logement a entraîné la crise que nous connaissons aujourd'hui. Avec mes collègues socialistes et apparentés, nous faisons du logement une priorité dans les débats budgétaires.

J'ai réussi à faire adopter un certain nombre de mesures en faveur du logement digne et durable en commission et en séance. Nous reviendrons sur ces victoires dans une lettre d'information spécifique à la fin de l'examen du budget.

Voici nos propositions :

NOS PROPOSITIONS
POUR FAVORISER LA LOCATION LONGUE DURÉE

- Baisser les impôts pour les propriétaires louant à l'année en augmentant l'avantage fiscal de 30 à 50%
- Supprimer la déduction de l'amortissement au régime réel qui permet à 70% de propriétaires de ne pas payer d'impôts sur leurs revenus
- Adoption de notre proposition de loi régulant les relations locatives pour réduire la niche fiscale et donner des outils aux maires

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR RELANCER L'OFFRE DE LOGEMENTS À LOYER MODÉRÉ

- Supprimer la réduction du boya de solidarité (RLS) pour redonner des moyens aux bailleurs sociaux
- Abaisser la TVA à 5,5% pour la production nouvelle et la rénovation de logements sociaux
- Renforcer l'Accompagnement qui permet à certains propriétaires louant un bien en deçà des prix du marché de bénéficier d'une réduction d'impôt

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR RELANCER LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ET L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ

- Rétablir le prêt à taux zéro sur l'ensemble des territoires pour les primo-accédants dans le neuf et l'ancien
- Faciliter l'accès et encourager financièrement le développement du Bail Révisé Solidaire

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR LUTTER CONTRE LA SPÉCULATION ET DONNER DES OUTILS AUX MAIRES

- Lutter contre la fraude à la résidence principale
- Permettre à toutes les communes d'offrir la surface d'habitation sur les résidences secondaires
- Définir les taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- Majorer la taxe sur les propriétés immobilières neuves et sur les terrains rendus constructibles

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR LUTTER CONTRE LES LOGEMENTS VACANTS

- Rendre la taxe sur les logements vacants progressive en accroissant les taux d'imposition en fonction du nombre de biens vacants détenus et du nombre de m² cumulés par le propriétaire et de la durée de la vacance
- Fusionner les deux taxes sur les logements vacants pour donner plus de liberté aux communes

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR DES LOGEMENTS VERTUEUX ET ÉCOLOGIQUES

- Renforcer le dispositif ma Prime Renov' avec le reste à charge pour les travaux des logements modestes
- Baisser la TVA sur les produits biosourcés, géosourcés et de réemploi
- Créer un Fonds de soutien à la rénovation rurale de 250 millions d'euros

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR RESTAURER LA CONFIANCE ENTRE PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES

- Étendre la garantie visale, dispositif gratuit de caution
- Ériger la Garantie triennale des loyers comme objectif

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

NOS PROPOSITIONS
POUR AMÉLIORER L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

- Créer 10 000 places supplémentaires dans les hébergements d'urgence
- Créer 2000 places supplémentaires pour les femmes victimes de violences et leurs enfants
- Créer 1000 places supplémentaires dédiées aux femmes en péril ou post-maternité sans solution de logement

SOCIALISTES & APPARENTÉS
ASSEMBLÉE NATIONALE

RÉCAP' CIRCO'

Plongée dans l'agenda d'un député : retour sur mes déplacements et rencontres du mois d'octobre !

Bien que marqué par l'examen du budget à l'Assemblée nationale me retenant à Paris, le mois fut riche de rencontres et d'échanges, voici les principaux :

BILAN OCTOBRE EN CIRCONSCRIPTION

- Rendez-vous avec le DASEN à l'école St Cricq d'Oloron - Rendez-vous avec le directeur des hôpitaux de Pau et Oloron - Inauguration Le Cocotier(s) à Arudy
- Inauguration du nouvel espace public à Saint-Martin-d'Arberoue
- Rendez-vous avec la CCI Pays-Basque - Rendez-vous avec l'intersyndicale du Centre hospitalier de la Côte Basque - Conseil municipal à Oloron
- Rendez-vous avec l'US Nafarroa à Garazi - Inauguration de La Halle à Sauveterre-de-Béarn
- Foire agricole à Arudy
- Rendez-vous avec le bailleur Domofrance
- Assemblée générale des associations foncières pastorales et des groupements pastoraux à Tardets
- Assemblée générale du syndicat ELSB à Suhescun
- Conseil de surveillance de l'hôpital d'Oloron
- Fêtes de la confédération paysanne à Pau - rencontre et assemblée générale SAM Cyclisme à Mauléon
- Échanges avec les élus du groupe Bil Gaiten de la CAPB - Rendez-vous avec la MSA Sud Aquitaine à Saint-Palais

• Rendez-vous individuels, associatifs et syndicaux à la permanence

SOCIALISTES & APPARENTÉS ASSEMBLÉE NATIONALE
FRONT POPULAIRE
IÑAKI ECHANIZ - 4E CIRCONSCRIPTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES



Pour vous désabonner, cliquez ici.